

Nouvelles locales du vendredi 06 mai 2016

@rib News, 06/05/2016 **Le Droit de l'Homme** - Dans sa Campagne baptisée "NDONDEZA" contre les disparitions forcées au Burundi, le Forum pour la Conscience et le Développement (FOCODE) dénonce des arrestations illégales. Cette organisation déplore pour la nième fois des arrestations illégales et arbitraires des citoyens Burundais opérées par des forces de l'ordre et qui sont suivies par des détentions arbitraires tenues dans des lieux secrets.

Dans une déclaration rendue publique ce mercredi, le Focode rappelle un certain Bernard Baranjoreje qui est porté disparu depuis le 19 janvier 2016. Les familles des victimes accusent les agents du Service National de Renseignement d'être à l'origine de l'enlèvement des leurs. Le FOCODE exige des explications des autorités burundaises sur les disparitions forcées et de chercher les coupables pour les traduire devant la justice. - Après l'arrestation de dizaines de personnes dans la zone urbaine Musaga en mairie de Bujumbura ce jeudi, l'administration locale a fait le point la nuit de ce vendredi. Le chef de zone Musaga a confirmé que toutes les personnes qui avaient été arrêtées dans le quartier ont été relâchées précisant que ce vendredi matin ils ont relâché trois individus qui restaient. Les trois avaient été interpellés par les forces de l'ordre durant des patrouilles nocturnes, parce qu'ils n'avaient pas de cartes d'identité. Ce vendredi matin leurs proches ont apporté leur carte d'identité. Ils ont aussi libéré après vérification de leur domicile dans les registres comme l'a indiqué Antoine Rumenyetso. - Des imbonerakure du parti CNDD-FDD patrouillent la région de Makamba jour et nuit munis de gourdins et maltraitent surtout des gens connus pour leur opposition au régime de Bujumbura. Les victimes de ces tortures n'ont pas la possibilité de porter plainte car bien souvent les agresseurs sont soutenus par des responsables administratifs et policiers locaux. Ceci est indiqué par des habitants de Mabanda, Kibago et Kayogoro qui sont les communes les plus touchées. Ils précisent que celui qui essaie de porter plainte est accusé de destabiliser le pays et est mis au cachot. Ils ajoutent que la police et l'administration restent muettes, elles ne font rien pour empêcher ces actes ignobles. - Un membre du parti MSD Egide Niyubahwe a été arrêté à Nyakabiga en mairie de Bujumbura, il y a de cela une semaine. Il est détenu au cachot du Service National de Renseignement et reste privé du droit de visite. Des défenseurs des droits humains se sont pourtant rendus maintes reprises sur place. Ils se sont retrouvés face à plusieurs obstacles tels que : l'Officier de Police Judiciaire qui suit le dossier n'était pas disponible; il est encore trop tôt pour vous autoriser à le voir. Niyubahwe avait été visité plusieurs reprises par les forces de l'ordre et la documentation pour avoir mené des manifestations contre le 3e mandat du président Nkurunziza. Ce père de quatre enfants est dans la ligne de mire de ces services. En novembre dernier, la police lui a tiré dessus le blessant aux jambes. Sa maison a été fouillée plusieurs fois sans que rien n'y soit trouvé. Il a alors soupçonné de détenir des armes illégalement et de collaborer avec des insurgés. **Le Politique** - L'Alliance des Démocrates pour le Changement ADC-Ikibiri estime que le facilitateur Tanzanien Benjamin Mkapa a voulu donner du temps au président Pierre Nkurunziza pour comprendre qu'il doit négocier avec ses opposants pour ramener la paix au Burundi. Le président de l'ADC-Ikibiri dit que le pouvoir de Bujumbura avait envoyé une commission au facilitateur tanzanien pour lui informer que la paix règne au Burundi. Selon Léonce Ngendakumana, le médiateur régional leur a fait savoir qu'il a le mandat de ramener les protagonistes à l'arrêt des violences et le rétablissement de la paix et de la sécurité. Le pouvoir de Bujumbura rejette l'idée de négocier avec ses opposants, accusés de putschistes alors que la communauté internationale demande un dialogue inclusif. - Dans un communiqué rendu public par le parti CNDD FDD mercredi le 04 mai, la porte-parole du parti au pouvoir Daniel Gélase Ndabirabe dit que les prix internationaux octroyés aux défenseurs burundais des droits de l'homme Marguerite Barankitse et Pierre Claver Mbonimpa, cachent la volonté de financer les malfaiteurs. Selon Ndabirabe, Marguerite Barankitse était la trisorière des organisateurs de l'insurrection. La situation bancaire montre qu'une somme de 2.000.000.000 Francs Burundais a été retirée sur le compte de Maggy selon le porte-parole du CNDD FDD. Il dit ainsi que ce parti ne peut comprendre cette attitude des distributeurs de tels cadeaux. **L'Economie** - L'essence se fait de plus en plus rare dans ces derniers jours au Burundi. Certaines stations sont fermées alors que d'autres servent de très petites quantités. Les conducteurs de véhicules de transport en commun sont les premiers à se lamenter. Ils affirment qu'ils passent sur plus de 3 stations-service sans y trouver aucune goutte. Ils demandent aux autorités de sortir de leurs bureaux pour se rendre compte de la situation sur le terrain espérant qu'ils pourront faire comme le constat plutôt que de déclarer que le carburant est disponible. Fatigué par la longue attente sur une des stations, un taximan qui fait le trajet entre Bujumbura et Bubanza confirme qu'il est arrivé à six heures ce matin sur une station pour s'approvisionner mais il n'était pas encore servi vers 13h. Il trouve sa femme et ses enfants ne vont pas manger aujourd'hui. Sur le marché noir pourtant, un litre s'achète à 3 000 francs burundais alors que le prix normal est de 1 880F. - La fédération des pêcheurs du Burundi affirme que près de la moitié des équipages de pêche ne vont pas pêcher, soit environ 5000 des 11000 pêcheurs à la suite du manque de l'essence. Ce vendredi, certains commerçants de poissons disaient qu'une caisse de poissons frais s'achetait à 300 francs burundais alors que la semaine passée, elle se vendait à 200.000 francs burundais. Le secrétaire général de la fédération des pêcheurs au Burundi, Mukanya Sady, affirme que cette hausse des prix des poissons est liée à la pénurie du carburant. Cette fédération compte plus de 800 équipages de pêche sur le littoral du lac Tanganyika. Des sources auprès des pompistes à Rumonge indiquent qu'aucune station d'essence ne disposait de produit au centre urbain de Rumonge ce vendredi matin. Ce qui laisse le champ libre aux vendeurs clandestins de l'essence où un litre d'essence vend entre 2500 à 3000 francs burundais. Le même secrétaire général de la fédération des pêcheurs demande au gouvernement de résoudre la question en rapport avec cette pénurie du carburant. Il indique que beaucoup de familles des pêcheurs qui vivaient de cette activité n'ont pas les moyens de survivre. Il souligne également que l'Etat perd des recettes puisque une caisse de poissons payait 1000 francs burundais de taxe communale. **Société** - La procédure de promulgation de la loi sur la protection des témoins fait trainer les activités de la commission vérité et réconciliation. La commission attend un document de référence comprenant un cadre juridique qui lui permettra d'être fonctionnelle tout en respectant le mécanisme de protection des témoins et victimes. Selon les informations recueillies auprès de la

commission vÃ©ritÃ© et rÃ©conciliation, le projet de loi sur la protection des tÃ©moins a Ã©tÃ© votÃ© par lâ€™AssemblÃ©e nationale il y a deux semaines. Aujourdâ€™hui, ce projet de loi se trouve sur la table du sÃ©nat pour approbation, ensuite viendra lâ€™Ã©tape de sa promulgation par le prÃ©sident de RÃ©publique. Selon la mÃªme commission vÃ©ritÃ© et rÃ©conciliation, ces textes accusent un retard depuis la signature des accords dâ€™Arusha. Pour cette commission, vaut mieux tard que jamais. Toutefois, la phase opÃ©rationnelle dâ€™Ã©tude du terrain a dÃ©marrÃ© au dÃ©but du mois de mars.